

● (1730)

Dans une question, le député de Peace River (M. Baldwin) a proposé aujourd'hui de reporter après la conférence des 22 et 23 janvier ce projet de loi et la question de la taxe sur les ressources. A mon avis, cette proposition est sensée. Ce projet de loi et cette taxe ont incité les provinces qui contrôlent ces ressources dans une certaine mesure à imposer des taxes et à concevoir des mesures législatives. Donc, si nous adoptons ce projet de loi, le premier ministre (M. Trudeau) dira aux dirigeants des provinces à la table de conférence: Je vais vous dire ce que je vais faire. Je vais prendre le contrôle de vos ressources.

Ce n'est pas une façon de résoudre les problèmes de la confédération. Dieu sait qu'il est déjà assez difficile de gouverner notre pays avec ses cinq régions distinctes et ses différences économiques, mais vous ne pouvez certainement pas le gouverner par la confrontation, en tordant des nez et sans consultation. Adopter cette mesure, ainsi que la motion des voies et moyens figurant au *Feuilleton* et ne pas tenir cette conférence revient à dire: Voilà ce que vous allez faire, les gars; c'est comme ça, nous avons pris les choses en main, les gars, parce qu'alors nous aurons des problèmes. Ceux-ci n'existeront pas seulement dans l'Ouest du Canada mais également dans l'Est, parce qu'on n'aura pas apporté de solution aux revendications de l'Est concernant celui qui a le pouvoir de donner des permis de forage au large des côtes de l'Atlantique, ou celui qui a droit aux redevances. C'est toute cette question qui s'ajoute aux problèmes de notre nation et nous ne les résoudrons pas si le premier ministre écrit au premier ministre de la province pour lui dire ce qu'il doit faire ou fait à la Chambre des déclarations sur une politique ou des taxes sans consultation concernant ces ressources provinciales.

Je vous dis, monsieur l'Orateur, ainsi qu'à la Chambre, qu'il est temps de faire quelque chose. Nous nous rendons compte que l'autre côté fait preuve de beaucoup de bonne volonté et que les premiers ministres des provinces qui ont du pétrole sont tout à fait prêts à le vendre aux Canadiens à un prix unique, qui est bien plus bas que le prix mondial.

Une voix: Ils n'ont pas le choix.

M. Alexander: D'où venez-vous?

M. Paproski: Pourquoi ne retournez-vous pas vous coucher.

M. Blenkarn: On ne peut résoudre ces problèmes par la confrontation. Si nous continuons à leur tirer les oreilles et à opposer les intérêts du Canada central à ceux des provinces riches en ressources, nous ne pourrions pas maintenir la Confédération et là le problème devient grave. C'est pourquoi je suggère à la Chambre de déferer le projet de loi. Mettons fin au débat, ajournons la Chambre et revenons après la conférence. Si c'est si urgent, pourquoi n'aurait-elle pas lieu un peu plus tôt que le 21 ou le 22 janvier?

Quand nous examinons la question de l'énergie ou des approvisionnements, ainsi que du développement de l'industrie pétrochimique qui ne suscite aucun problème à l'heure actuelle, des spécialistes de l'environnement et tout le monde nous disent que si nous continuons d'extraire le pétrole au rythme actuel nous finirons par en manquer. On nous a déjà dit que nous avions assez de pétrole dans ces sables, que nous connaissons depuis 200 ans, pour assurer à notre pays un avenir indéfini, mais ces ressources ne peuvent s'exploiter si on ne se débarrasse

Approvisionnement d'énergie—Loi

pas d'une partie de la paperasse. Je voudrais parler notamment du projet Syncrude. La province d'Alberta et l'entreprise privée qui s'y connaît sur la façon d'extraire le pétrole des sables bitumineux ont convenu de partager les bénéfices. Je sais que le député de York-Sud (M. Lewis) a dit qu'il n'y aurait pas de profits du tout et il a sans doute raison. Il n'y aura pas de bénéfices avant que les frais d'outillage et de prospection soient amortis. Je crois que la compagnie qui exploite actuellement les sables bitumineux a perdu 90 millions jusqu'à présent. Il n'y a donc pas eu de profit.

De toute manière, la province d'Alberta et Syncrude ont convenu de partager les bénéfices quand il y en aura au lieu de fixer une redevance par baril. C'est un assez bon système mais à moins d'aller sur les lieux, mettre le pétrole dans des barils ou dans le pipe-line et en extraire l'essence, il ne vaut absolument rien. L'existence de ces sables est connue depuis 200 ans, mais dans leur état actuel ils ne représentent pas un sou. On ne peut déposer l'argent à la banque pas plus qu'on ne peut obtenir de l'argent par les impôts sur le revenu, les taxes de vente ou l'impôt des sociétés pour payer les frais de certaines mesures sociales concernant le logement, le surpeuplement des villes et des taudis et le reste, à moins de s'attaquer au problème et de se servir de nos richesses pour le mieux-être des Canadiens. Le pétrole qui se trouve sous terre ne nous sera pas plus utile que l'uranium de nos mines qui ne sont pas exploitées.

Nous devons songer à une autre question. Au sujet d'une industrie pétrochimique, nous avons besoin d'une industrie totale et il nous faudrait recevoir une fois de plus des directives du gouvernement fédéral. Actuellement, il y a des tarifs s'appliquant aux produits que nous destinons aux États-Unis et je pense aux matières plastiques, à la résine et aux objets comme les sacs à déchets. Les États-Unis veulent notre pétrole brut, mais ne sont pas prêts à accepter nos autres produits sans les soumettre à un tarif. Il est à peu près temps que le gouvernement dise aux États-Unis: Si vous voulez notre pétrole, vous devrez nous faire une offre intéressante en matière de tarifs, notamment n'en imposer aucun à nos produits pétrochimiques. C'est le genre de mesure que devrait prendre le gouvernement fédéral.

Celui-ci devrait comprendre qu'il y a des régions du pays qui ne sont pas industrialisées, où les gens veulent des emplois qui peuvent être créés en utilisant les ressources du Canada. Quand le monde manque désespérément de pétrole et qu'un pays nous en achète plus que nous pouvons en consommer, pourquoi devrions-nous le lui vendre sous forme brute? Ne devrions-nous pas songer à l'établissement d'une industrie pétrochimique au Canada, surtout dans les provinces de l'Ouest? Nous avons besoin d'une directive du gouvernement pour encourager l'exploitation des ressources pétrolières du Canada, mais le premier ministre n'en a pas soufflé mot lors de son discours sur la politique du pétrole. Je remarque que le temps passe, mais j'aimerais continuer pendant une minute ou deux.

M. McKinley: Vous avez encore trois minutes.

M. Blenkarn: Les sociétés pétrolières du pays sont assez mobiles. L'autre soir, j'ai constaté avec intérêt en regardant les nouvelles nationales qu'une société pétrolière canadienne fait de l'exploration au Vietnam. Je sais que les sociétés pétrolières canadiennes font de l'exploration aux États-Unis et dans la mer du Nord. Il nous faut créer un climat dans le monde des affaires qui soit de nature à encourager ces sociétés pétrolières canadiennes à revenir